



L'héritage parfois avantageux d'un président impopulaire

RAFAEL JACOB

*Chercheur Marc Bourgie à l'Observatoire
sur les États-Unis de la Chaire Raoul-Dandurand
jacob.rafael@courrier.uqam.ca*

Dans un article d'opinion publié l'automne dernier dans le *New York Times*, l'ancien rédacteur en chef du quotidien, Bill Keller, proposait une explication du déclin de la popularité du président Barack Obama. La raison numéro un, selon Keller ? L'« héritage [...] légué par George W. Bush¹. »

Ce refrain a été repris par divers commentateurs au cours des deux dernières années, ainsi que par Obama lui-même. Et pour cause : à son arrivée à la Maison-Blanche en janvier 2009, le 44^{ème} président devait faire face à deux guerres semblant interminables ; à une crise financière mondiale sans précédent ; à un taux de chômage historiquement élevé ; à un marché immobilier en ruines ; et, comme si ce n'était pas déjà suffisant, à un problème de déficit et de dette nationale alarmant.

La popularité d'Obama souffrant de certains problèmes remontant à l'administration précédente, il est normal d'avoir le réflexe de blâmer cette dernière pour les maux politiques du président actuel. Ce réflexe ignore toutefois un élément fort simple : les ratées de la présidence Bush ont procuré à si Barack Obama une quantité importante de capital politique.

Le contexte façonne la carrière d'un décideur politique, le menant dans certains cas à la réussite et, dans d'autres, à l'échec. On peut par exemple se demander si, malgré toutes ses extraordinaires qualités de politicien, Bill Clinton aurait été élu président si l'économie américaine n'avait pas été en récession à l'automne de 1992 ? Si l'élection de novembre 1992 avait eu lieu 18 mois plus tôt, au printemps 1991, soit juste après la victoire américaine dans la Guerre du Golfe, n'est-il pas raisonnable de penser que George H. W. Bush aurait pu voguer assez facilement vers un deuxième mandat – et qu'il n'y aurait ainsi jamais eu de présidence Clinton ?

Ce type de questionnement n'enlève évidemment rien aux accomplissements politiques de Bill Clinton – ou de tout autre candidat ayant remporté une victoire électorale. Il sert seulement à placer cette dernière en contexte.

La même logique s'applique au cas d'Obama. L'ancien sénateur de l'Illinois a lancé et a mené sa campagne présidentielle de 2008 dans un environnement politique où le président sortant du parti adverse était extrêmement impopulaire. Le mot-clé de sa campagne était précisément encré dans

¹ Keller, Bill, « Fill in the Blanks » : *The New York Times*, 18 septembre 2011.
<http://www.nytimes.com/2011/09/19/opinion/filling-in-the-blanks.html?pagewanted=all>

cet environnement : on ne lance pas des appels répétés au « changement », comme Obama l'a si bien fait, si l'électorat est satisfait de la position et de la direction du gouvernement et du pays.



Il importe donc de reconnaître, même si cela peut sembler contre intuitif au premier regard, l'apport de George W. Bush à l'ascension politique de Barack Obama. Il se fait tout aussi important de réaliser comment cet apport continue de se manifester aujourd'hui, dans le contexte de la campagne présidentielle de 2012.

Pour ce faire, remontons d'abord à 2006. La guerre en Irak est le théâtre de violences atteignant des niveaux catastrophiques ; 60% des Américains sont dorénavant opposés² à un conflit qu'ils appuyaient majoritairement à ses débuts trois ans auparavant³ ; les accusations de corruption et de mauvaise conduite abondent dans les rangs républicains au Congrès⁴ ; et la cote d'approbation du président Bush atteint un creux⁵.

En novembre 2006 ont lieu les élections de mi-mandat. À la grandeur du pays, les candidats démocrates lancent la stratégie, reprise par Obama deux ans plus tard, d'associer les candidats républicains au président Bush. L'approche porte fruit : les Démocrates soutirent 30 sièges aux Républicains à la Chambre des représentants et six au Sénat, ce qui leur procure une majorité dans les deux chambres du Congrès. Ils effectuent également des gains au niveau des postes de gouverneurs dans six États.

Revenons à aujourd'hui. Le problème principal auquel les Républicains sont cette année confrontés est l'insatisfaction généralisée vis-à-vis des prétendants à l'investiture du parti pour affronter Barack Obama lors de l'élection du 6 novembre 2012. Alors que le président sortant est politiquement vulnérable, aucun d'entre eux ne parvient à ce jour à nettement se démarquer d'Obama. Si les électeurs républicains sont actuellement si insatisfaits, c'est en bonne partie parce qu'ils ne sont ni convaincus, ni attirés par l'un ou l'autre des quatre candidats du parti encore en lice pour l'investiture.

Or, ces candidats qui s'affrontent dans le cadre des primaires républicaines ne sortent pas de nulle part. Ils ont pour la plupart été élus au Congrès ou gouverneurs. Le manque de candidats républicains de qualité en 2012 s'explique ainsi en large partie par la déroute électorale de 2006.

² « Poll: 60 Percent of Americans Oppose Iraq War » : *CNN*, 9 août 2006.

http://articles.cnn.com/2006-08-09/us/iraq_poll_1_opinion-research-corporation-poll-iraq-war-poll-respondents?_s=PM:US

³ Langer, Gary, « Poll: Americans Broadly Support Iraq War » : *ABC News*, 21 mars 2003.

http://abcnews.go.com/sections/us/DailyNews/iraq_poll030321.html

⁴ Weisman, Johnathan et Bimbaum, Jeffery H., « Scandals Alone Could Cost Republicans their House Majority » : 2 novembre 2006. <http://www.washingtonpost.com/wp-dyn/content/article/2006/11/01/AR2006110103146.html>

⁵ Page, Susan, « Bush Approval Rating Hits a New Low » : *USA Today*, 8 mai 2006.

http://www.usatoday.com/news/washington/2006-05-08-bush-approval_x.htm

Un bref tour d'horizon des politiciens républicains ayant vu leurs possibles aspirations présidentielles anéanties il y a bientôt six ans est ainsi frappant : George Allen, sénateur défait de la Virginie ; Robert Ehrlich, gouverneur défait du Maryland ; Dick DeVos, candidat défait au poste de gouverneur du Michigan ; Lynn Swan, candidat défait au poste de gouverneur de la Pennsylvanie ; Mark Andrew Green, candidat défait au poste de gouverneur du Wisconsin ; et Jim Nussle, candidat défait au poste de gouverneur de l'Iowa. Certains ajouteraient même à cette liste Rick Santorum, actuel candidat présidentiel dont la campagne a été largement discréditée dès ses débuts en raison du revers qu'il a subi lorsqu'il a tenté de briguer un troisième mandat comme sénateur de la Pennsylvanie... en 2006.

Bien sûr, il est possible qu'aucun de ces candidats, s'ils avaient été élus (ou réélus) en 2006, ne se seraient présentés à l'élection présidentielle de 2012.

Bien sûr, il est possible que même s'ils l'avaient fait, leur campagne n'aurait pas suscité davantage d'intérêt que celles des candidats aujourd'hui dans la course.

Et bien sûr, il est probable qu'en contemplant sa position politique actuelle, Barack Obama éprouve davantage de ressentiment que de gratitude envers George W. Bush quant à l'héritage global qu'il lui a légué.

Il demeure que cet héritage, considéré strictement d'un point de vue politique, ne comporte pas que du négatif, loin de là. Il a donné au sénateur Obama un important coup de pouce en 2008... et il est en voie d'en faire de même pour le président Obama en 2012.



Chaire Raoul-Dandurand
en études stratégiques et diplomatiques
Raoul Dandurand Chair
of Strategic and Diplomatic Studies